

Dépêche No. 679 | 1 août 2023

Les Gabonais soutiennent les élections mais doutent de leur crédibilité

Dépêche d'Afrobarometer No. 679 | Lionel Ossé

Résumé

Aujourd'hui, comme requis par la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance de l'Union Africaine, les pays membres se sentent dans l'obligation de se conformer tout au moins symboliquement à un ensemble de normes de démocratie électorale (Bratton & Bhoojedor, 2019). En Afrique, les élections constituent souvent des événements décisifs. Réussie, une élection peut sceller l'union d'une nation, comme en Namibie en 2015, alors qu'une élection douteuse peut être une source de conflit et de division comme c'était le cas de la Côte d'Ivoire en 2010 et du Kenya en 2008 (Penar, Aiko, Bentley, & Han, 2016).

Au Gabon, pays qui organise régulièrement des scrutins multipartites et qui s'apprête à voter prochainement (Panara, 2023), les élections entraînent souvent des épisodes de violences. Ce fut le cas des deux dernières élections présidentielles, où la contestation des résultats par l'opposition dénonçant des fraudes ont engendré des troubles sociopolitiques (Tresca, 2016).

Si le Gabon semble avoir tourné la page sombre de l'élection de 2016 avec le pari réussi d'une élection législative pacifique en 2018, les violences post-électorales restent à craindre lors du prochain scrutin général dont le processus est déjà décrié par une partie de l'opposition (Topona, 2023). Cette dernière estime que certains éléments de la nouvelle loi électorale ne garantissent pas la transparence du vote, soulignant la suppression de l'authentification des bulletins et des enveloppes accolées qui assuraient le secret du vote de l'électeur, ainsi que le changement du quota de représentants des candidats dans les bureaux de vote (Sedji, 2023). Pour assurer la transparence et préserver la paix à l'issue des élections, les autorités s'efforcent depuis quelques temps à promouvoir le dialogue et ont œuvré pour une révision constitutionnelle qui a changé le mode de scrutin de deux à un tour et réduit la durée des mandats présidentiels de sept à cinq ans (Panara, 2023). C'est toujours dans cette optique que le Centre Gabonais des Elections (CGE) remplaça la Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP) conformément aux recommandations du dialogue national d'Agondje (L'Union, 2018).

Au regard de leurs expériences, comment les Gabonais ordinaires perçoivent-ils les élections dans leur pays ?

Les données des enquêtes Afrobarometer révèlent que les Gabonais privilégient la démocratie aux dépens des autres formes de gouvernance et soutiennent le choix des dirigeants par la voie des urnes, mais disent que cette méthode ne leur garantit pas de pouvoir révoquer les dirigeants qui ne comblent pas leurs attentes.

Ils préfèrent que le pouvoir change parfois de main d'un parti politique à un autre lors des élections.

Peu parmi eux font confiance au Centre Gabonais des Elections (CGE), tandis qu'ils sont largement majoritaires à considérer que les dernières élections législatives de 2018 étaient loin d'être libres et transparentes.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer au Gabon, dirigée par le Centre d'Etudes et de Recherche en Géosciences Politiques et Prospective (CERGEP), a interviewé 1.200 adultes gabonais en novembre et décembre 2021. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Trois enquêtes précédentes ont été menées au Gabon en 2015, 2017 et 2020.

Résultats clés

- La majorité des Gabonais (71%) préfèrent la démocratie à toute autre forme de gouvernement.
- Plus des deux tiers (68%) des Gabonais soutiennent les élections comme meilleur mécanisme de choix des dirigeants.
 - Mais cette tendance a chuté de 8 points de pourcentage depuis 2015.
- Près de sept Gabonais sur 10 (68%) estiment que dans une démocratie il est préférable que le pouvoir change parfois de mains d'un parti politique à un autre lors des élections.
- La majorité (72%) des répondants pensent que les dernières élections législatives de 2018 étaient « ni libres ni transparentes » ou « libres et transparentes avec des problèmes majeurs ».
- Près de neuf Gabonais sur 10 (86%) estiment que les élections ne garantissent pas que les électeurs puissent révoquer les dirigeants qui ne combent pas leurs attentes.
- Seul un Gabonais sur six (16%) affirment faire « quelque peu » ou « beaucoup » confiance au CGE, tandis que l'écrasante majorité (84%) expriment « juste un peu » ou « pas du tout » confiance à cette dernière.
 - La confiance au CGE a baissé de 9 points de pourcentage depuis 2015.
 - Le Gabon est le premier pays sur 33 en Afrique où les populations font la moins confiance à la commission en charge de la gestion des élections.

Soutien à la démocratie et aux élections

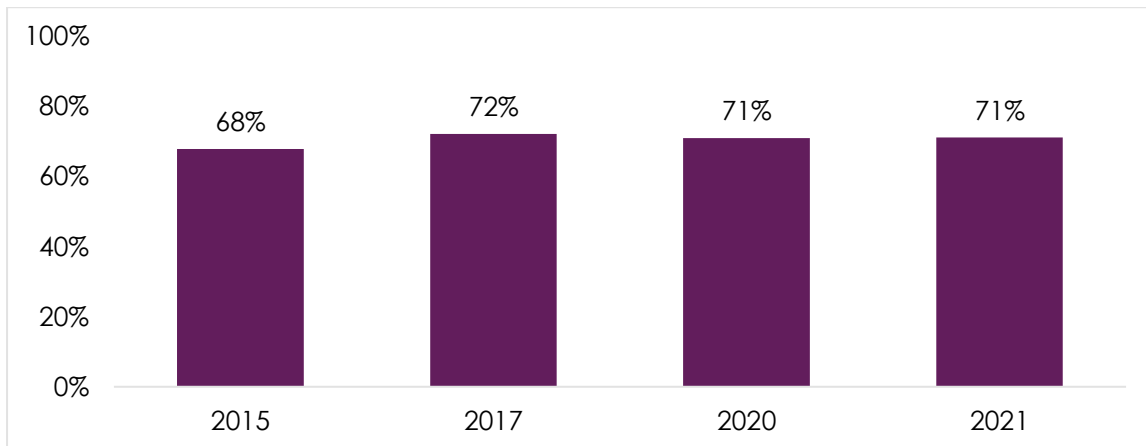
La préférence des Gabonais pour la démocratie est complétée par un soutien généralisé à des pratiques démocratiques spécifiques, y compris la sélection des dirigeants par scrutin.

La majorité (71%) des citoyens disent préférer la démocratie à toute autre forme de gouvernement (Figure 1). Cette préférence pour le système de gouvernance démocratique est restée stable depuis 2015.

En outre, plus des deux tiers (68%) des Gabonais soutiennent le choix de leurs dirigeants par des élections régulières, libres et transparentes. Cependant, cela représente une baisse de 8 points de pourcentage depuis 2015 (Figure 2).

Parmi les 34 pays africains enquêtés en 2021/2022, le Gabon ne se classe qu'au 26ème rang des pays qui soutiennent plus les élections, bien derrière la moyenne des 34 pays (75%) surtout très loin du premier, le Libéria (92%) (Figure 3).

Figure 1 : Soutien à la démocratie | Gabon | 2015-2021



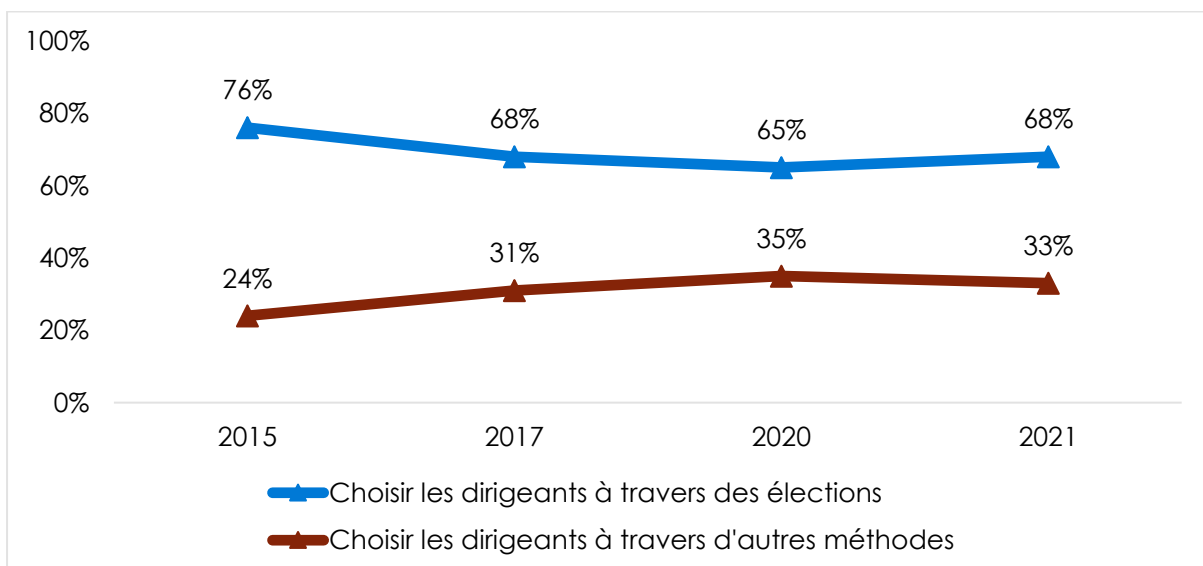
Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement.

Affirmation 2 : Dans certaines circonstances, un gouvernement non démocratique peut être préférable.

Affirmation 3 : Pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons. (% qui sont d'accord avec l'Affirmation 1)

Figure 2 : Soutien aux élections | Gabon | 2015-2021



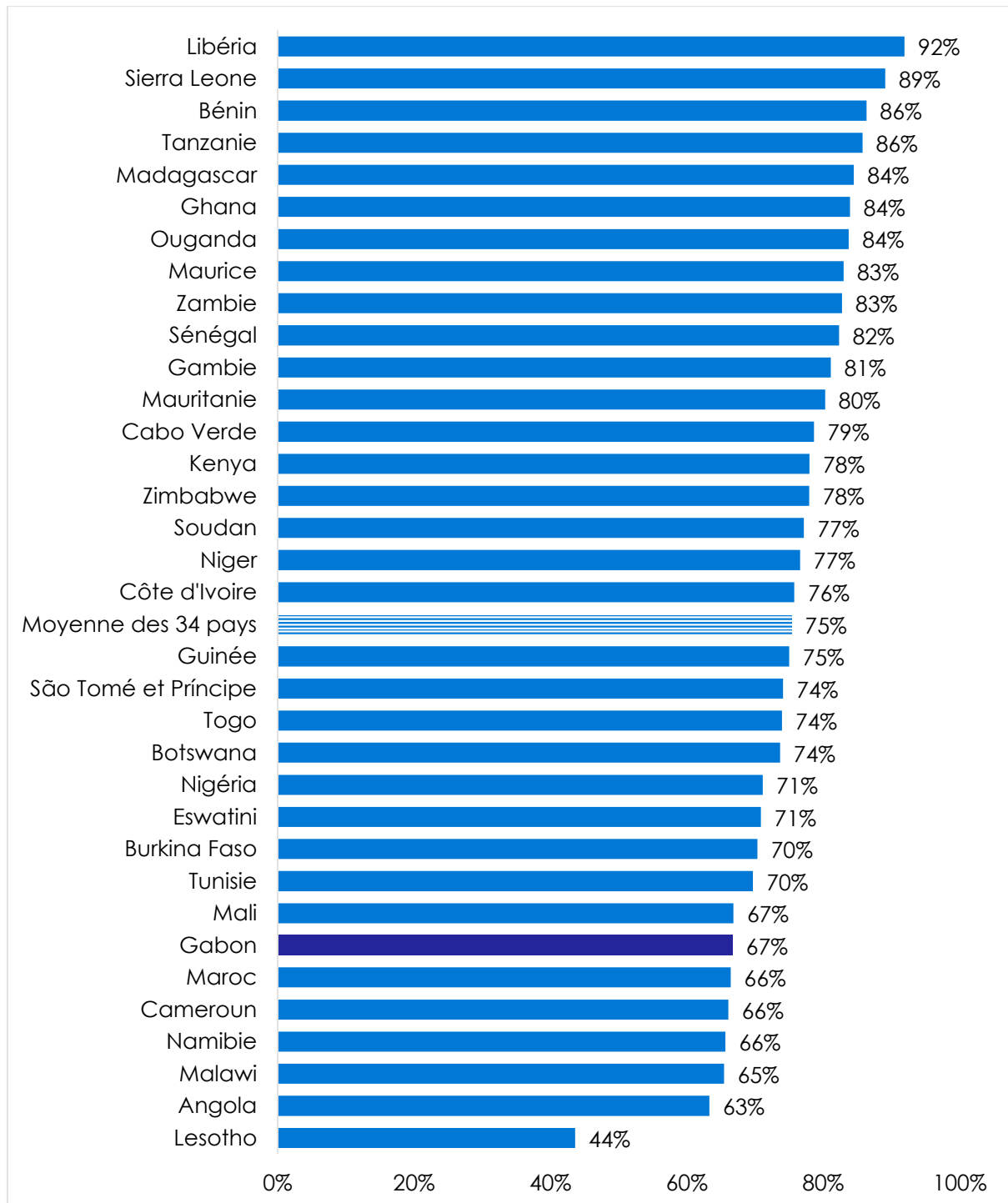
Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres et transparentes.

Affirmation 2 : Etant donné que les élections donnent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 3 : Soutien aux élections | 34 pays | 2021/2022



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

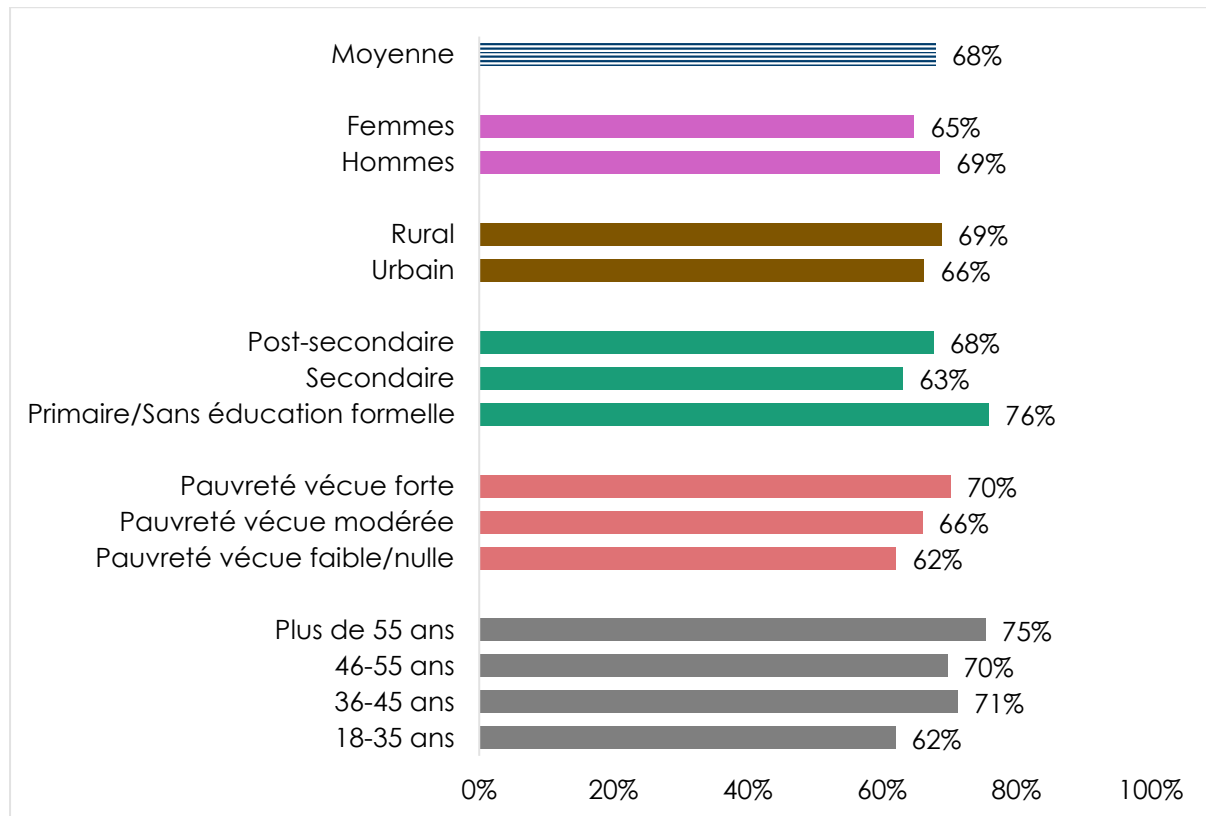
Affirmation 1 : Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres, et transparentes.

Affirmation 2 : Etant donné que les élections donnent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'affirmation 1)

Le soutien aux élections est largement répandu à travers les groupes démographiques clés, mais l'est encore plus parmi les moins instruits (76%) et les personnes âgées (75%) (Figure 4). Ce soutien augmente aussi avec le niveau de pauvreté vécue¹ des répondants, allant de 62% des plus nantis à 70% des personnes non aisées.

Figure 4 : Soutien aux élections | par groupe démographique | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres, et transparentes.

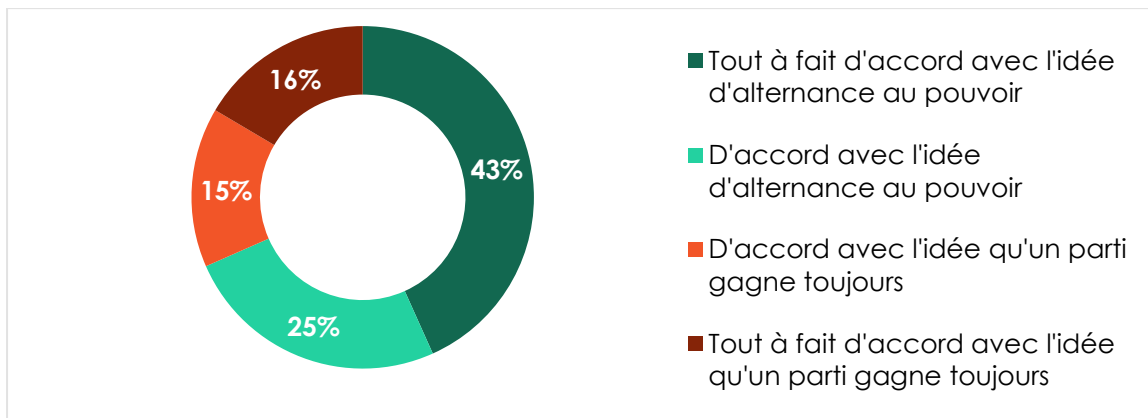
Affirmation 2 : Etant donné que les élections donnent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 1)

L'alternance au pouvoir à travers des élections est une question délicate dans les pays d'Afrique Centrale, et sur laquelle il est important de recueillir l'avis des citoyens. Au Gabon, la majorité (68%) des répondants sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que dans un pays qui se veut démocratique, il est préférable que le pouvoir change parfois de mains lors des élections d'un parti politique à un autre (Figure 5).

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 5 : Préférence pour l'alternance au pouvoir | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

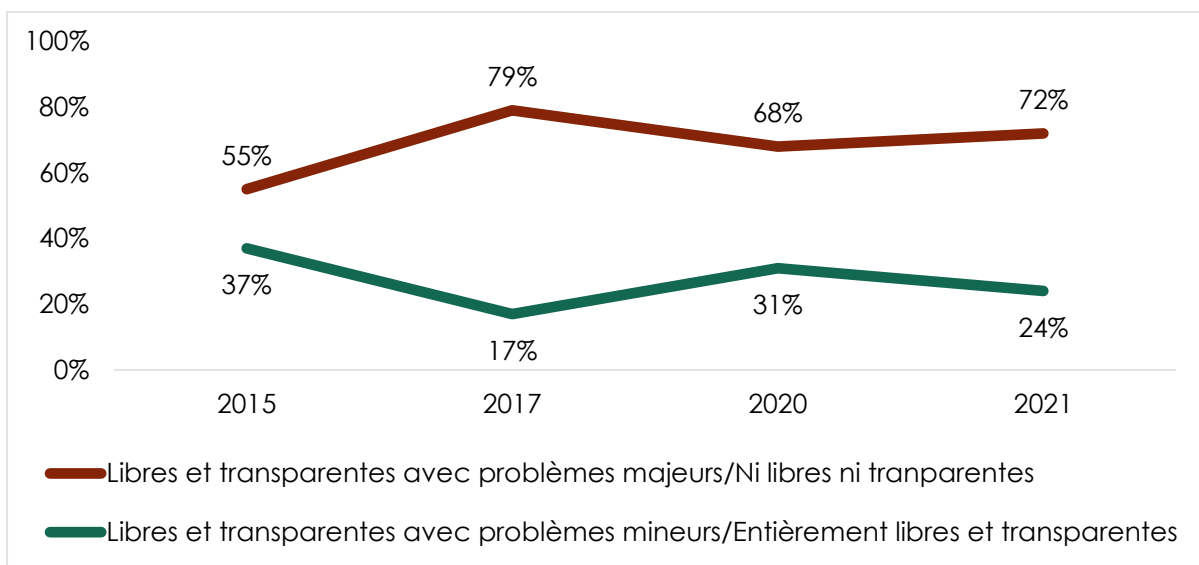
Affirmation 1 : Dans une démocratie, il est préférable que le pouvoir change parfois de mains lors des élections d'un parti politique à un autre.

Affirmation 2 : Dans une démocratie, tant qu'un gouvernement est élu par le peuple lors d'élections libres et transparentes, peu importe qu'un parti gagne toujours et gouverne continuellement le pays.

La qualité et la crédibilité des élections

La qualité d'un scrutin se définit par son degré de transparence et la liberté avec laquelle les citoyens participent au processus. Au Gabon, seulement le quart (24%) des citoyens estiment que les dernières élections législatives de 2018 étaient « entièrement libres et transparentes » ou « libres et transparentes avec des problèmes mineurs ». Plutôt, la grande majorité (72%) les décrivent comme étant « libres et transparentes avec des problèmes majeurs » ou « ni libres ni transparentes ». Les évaluations négatives de leurs plus récentes élections ont connu une hausse de 17 points de pourcentage depuis 2015 (Figure 6).

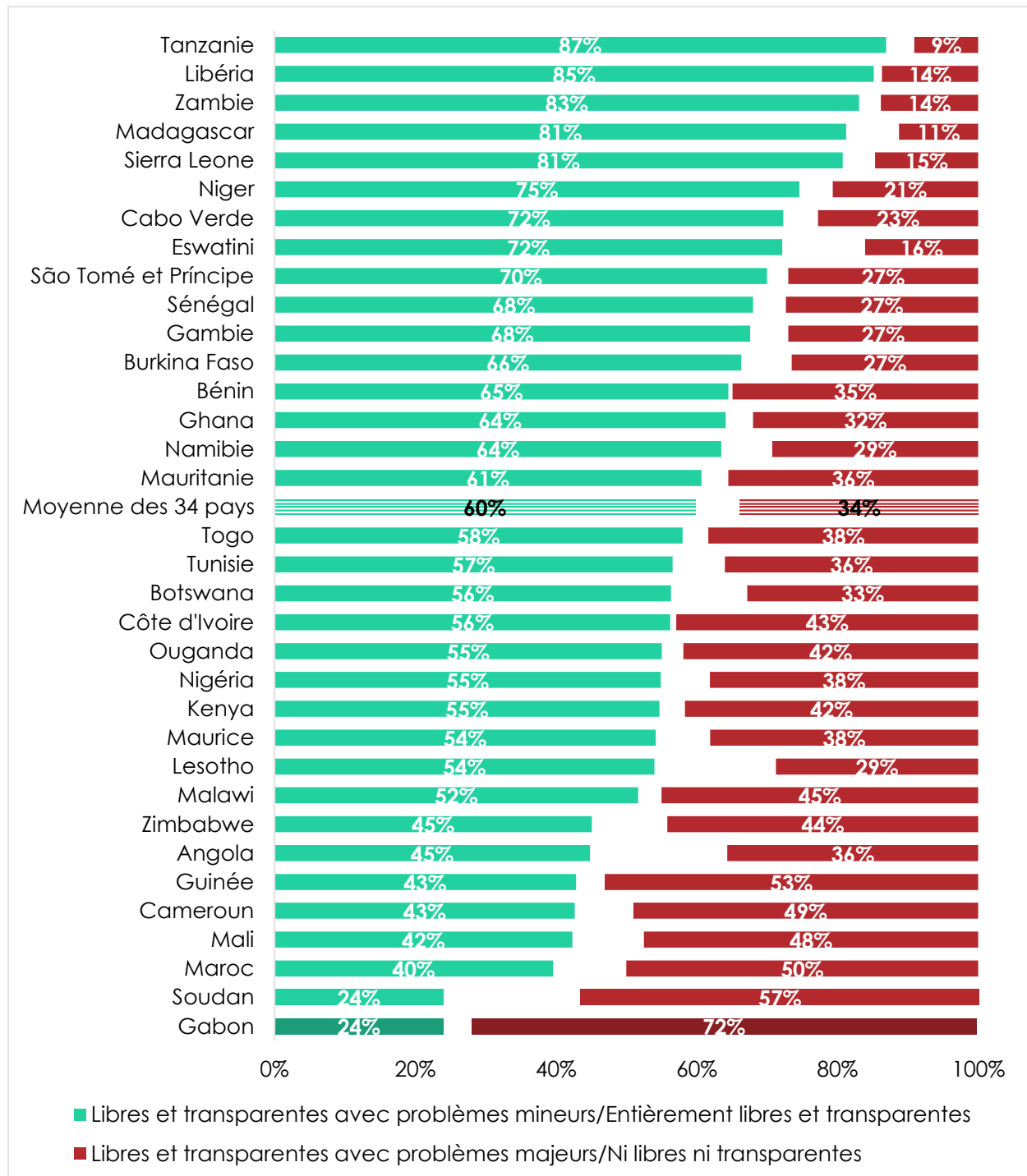
Figure 6 : Liberté et transparence des élections nationales | Gabon | 2015-2021



Question posée aux répondants : Globalement et selon vous, à quel point les toutes dernières élections de 2018 étaient-elles libres et transparentes ?

Fait intéressant, sur les 34 pays où la question sur la crédibilité des élections a été posée en 2021/2022, le Gabon est le premier pays où les élections sont perçues comme n'étant pas libres et transparentes, avec un score (72%) deux fois plus élevé que la moyenne continentale (34%) (Figure 7).

Figure 7 : Liberté et transparence des élections | 34 pays | 2021/2022

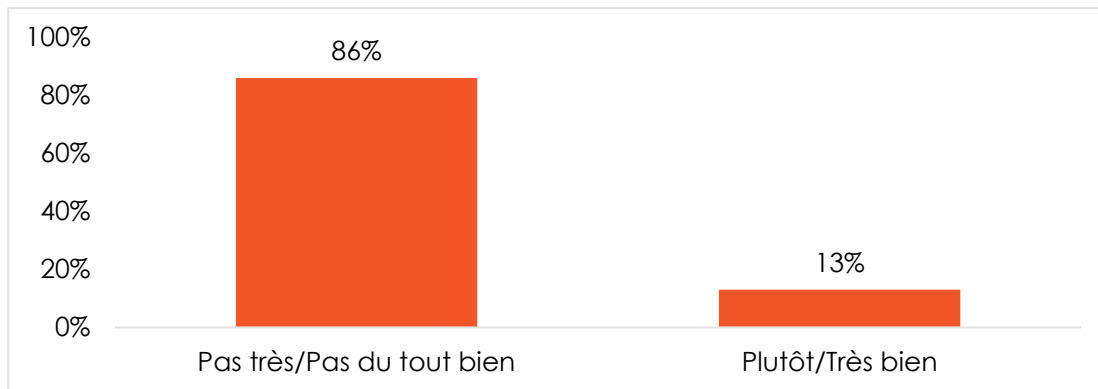


Question posée aux répondants : Globalement et selon vous, à quel point les toutes dernières élections de [année] étaient-elles libres et transparentes ?

L'une des fonctions principales des élections est de permettre aux citoyens de choisir leurs dirigeants à certains postes de pouvoir. A travers leurs choix, les citoyens sanctionnent ou approuvent les leaders en leur accordant à nouveau un mandat dépendamment de leur satisfaction (Garo, 2012).

Cependant, près de neuf Gabonais sur 10 (86%) estiment que dans leur pays les élections ne garantissent pas que les électeurs puissent révoquer les dirigeants qui ne comblent pas leurs attentes (Figure 8).

Figure 8 : A quel point les élections permettent-ils de révoquer les leaders inefficaces ? | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : *En pensant à la manière dont les élections se déroulent en pratique dans ce pays, à quel point les élections garantissent-elles que les électeurs puissent révoquer les dirigeants qui ne comblent pas leurs attentes ?*

Confiance en la commission électorale

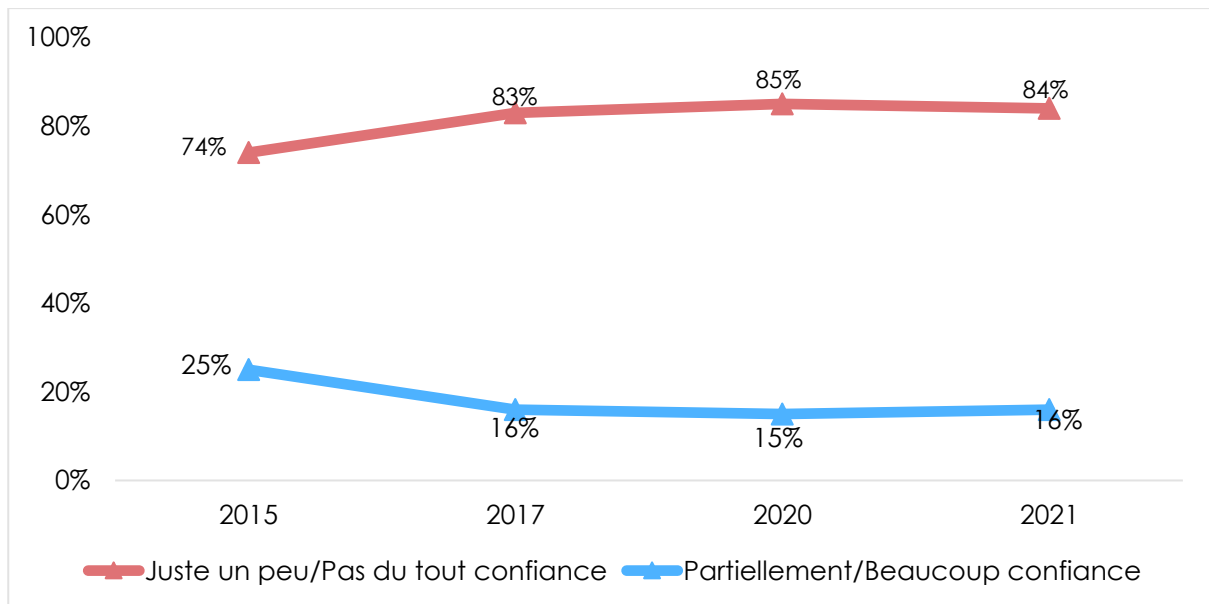
La réputation de l'organe en charge des élections dans un pays contribue à la crédibilité et à l'acceptation des résultats des élections par les acteurs (Hounkpè & Fall, 2011). Au Gabon, la confiance des citoyens envers l'organe en charge d'organiser des élections est remarquablement faible, et sur le déclin. Seulement un répondant sur six (16%) disent faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance au Centre Gabonais des Elections (CGE), soit une chute de 9 points de pourcentage depuis 2015 (Figure 9). Plus de huit sur 10 (84%) expriment « juste un peu » ou « pas du tout » confiance au CGE.

La confiance envers le centre des élections semble augmenter légèrement avec le niveau d'opulence des répondants, allant de 12% des démunis à 20% des personnes nanties. Elle est également un peu plus importante chez les personnes âgées (25%-28%) et les moins instruits (20%) que chez les jeunes (12%-13%) et les plus instruits (14%-16%) (Figure 10).

Sur les 33 pays où cette question a été posée en 2021/2022, le Gabon arrive dernier du classement des pays où la commission électorale est digne de confiance (Figure 11).

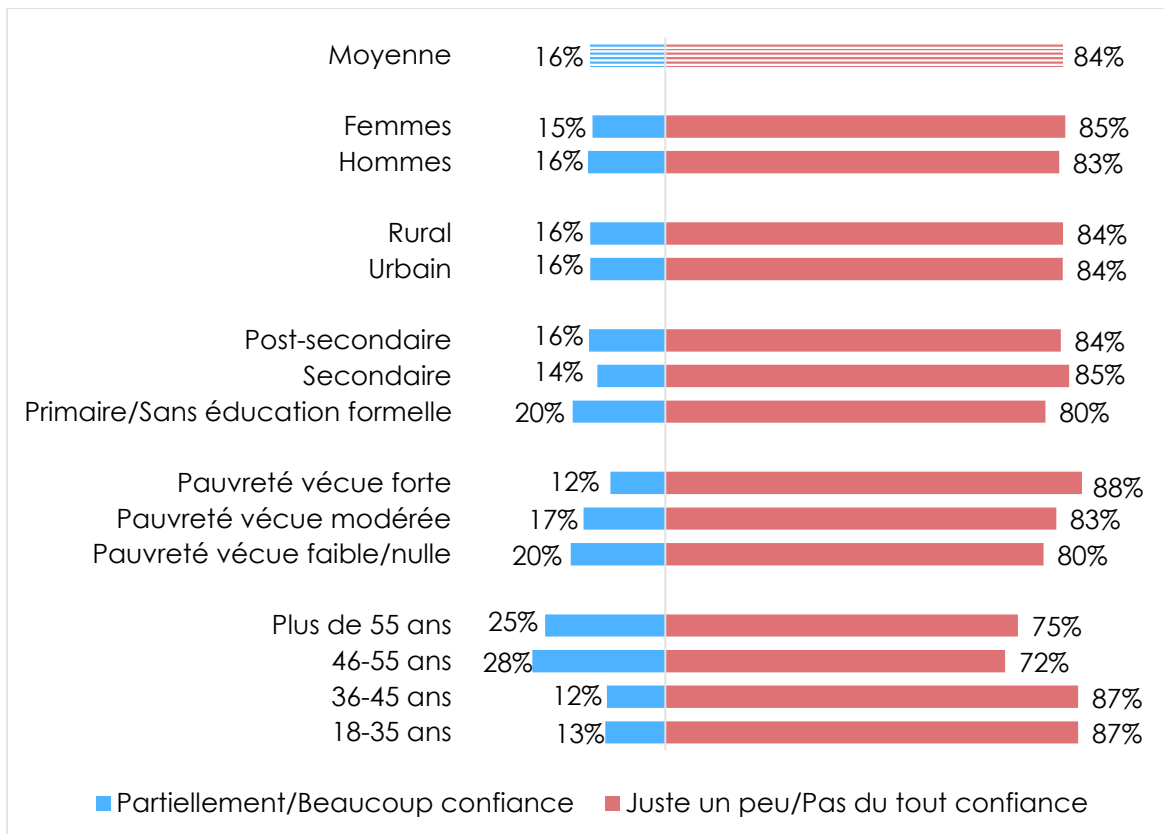
Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 9 : Confiance à la commission électorale | Gabon | 2015-2021



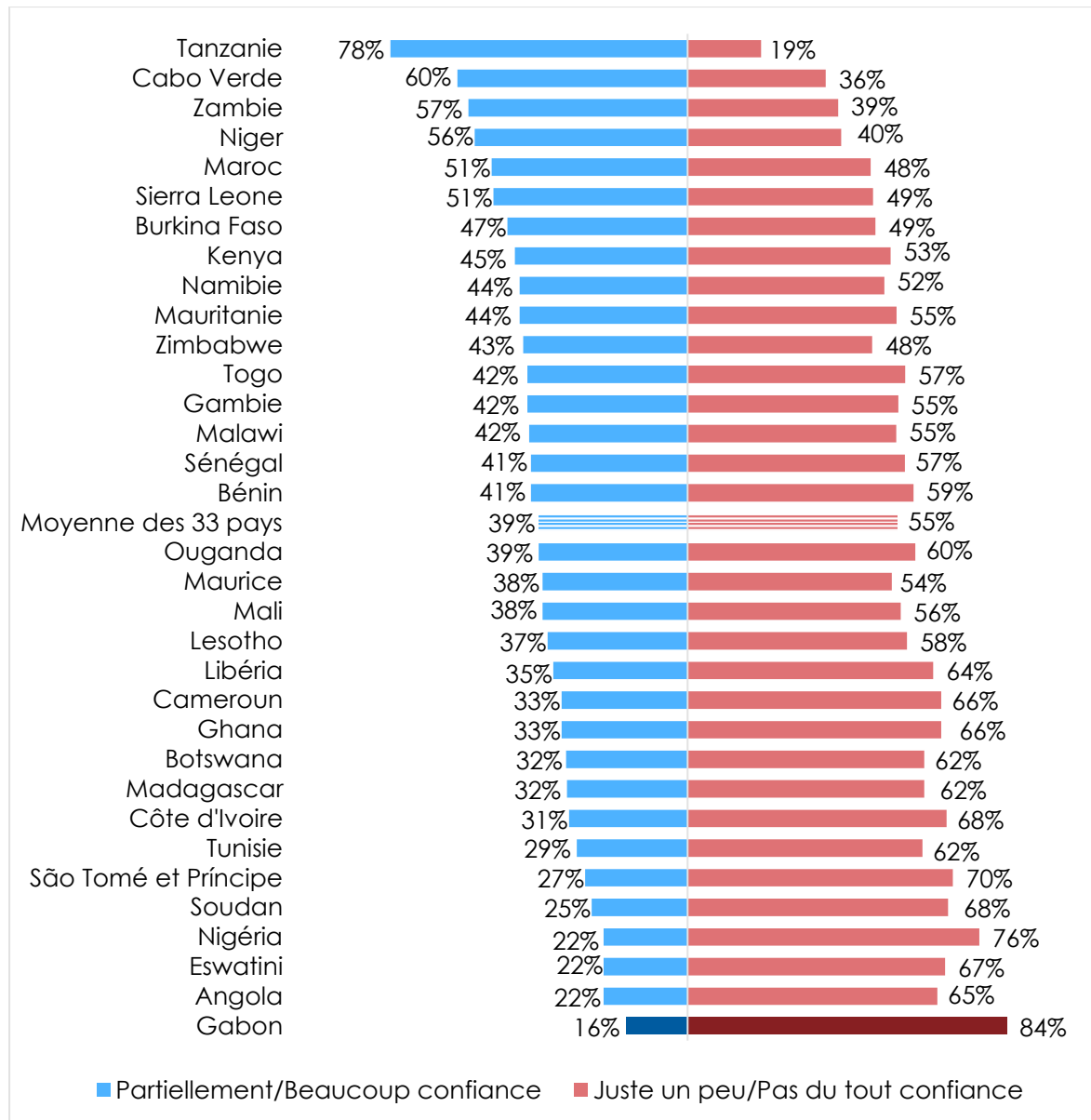
Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance au Centre Gabonais des Elections, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Figure 10 : Confiance à la commission électorale | par groupe démographique | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance au Centre Gabonais des Elections, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Figure 11 : Confiance à la commission électorale | 33 pays | 2021/2022



Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance à la commission de gestion des élections, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (Note : La question n'a pas été posée en Guinée.)

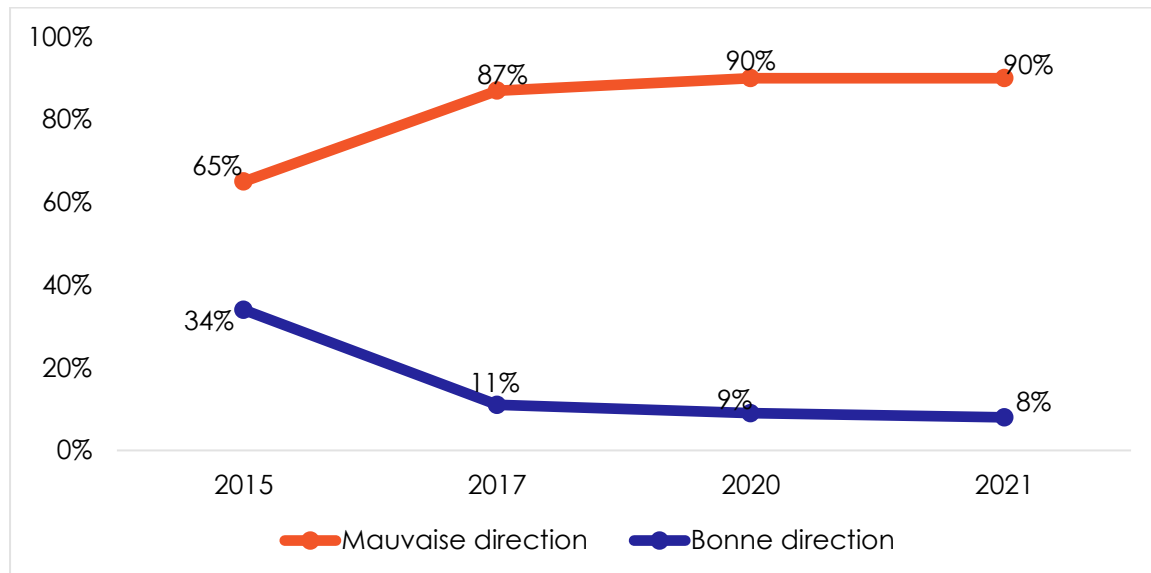
Climat général pré-électoral

Le climat social, économique et surtout politique dans un pays est déterminant avant la tenue d'une échéance électorale aussi importante qu'une élection présidentielle. Ainsi, une forte majorité (90%) de Gabonais déclarent que leur pays se dirige dans la mauvaise direction, soit une hausse de 25% depuis 2015 (Figure 12).

Par contre, les Gabonais semblent jouir de certaines libertés politiques. Des majorités affirment que les gens sont « assez libres » ou « entièrement libres » de choisir la personne pour laquelle ils votent (71%) et d'adhérer à l'organisation politique de leur choix (62%) (Figure 13).

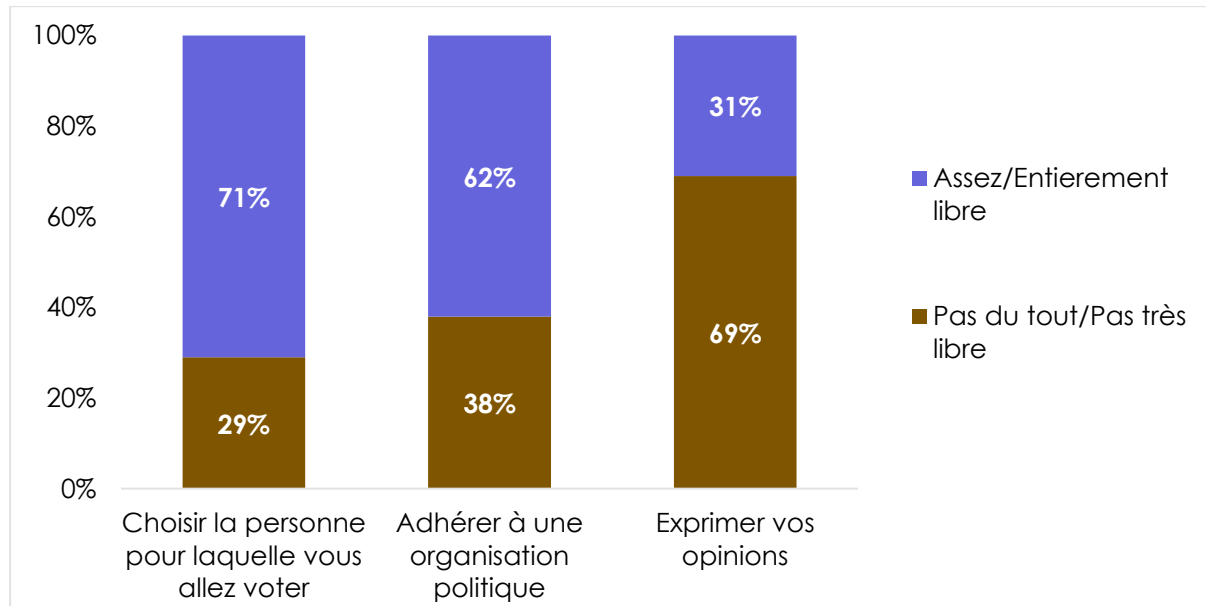
En revanche, sept sur 10 (69%) estiment ne pas être libres d'exprimer leurs opinions dans le pays.

Figure 12 : Direction du pays | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Diriez-vous que le pays va dans la mauvaise ou la bonne direction ?

Figure 13 : Libertés politiques | Gabon | 2021

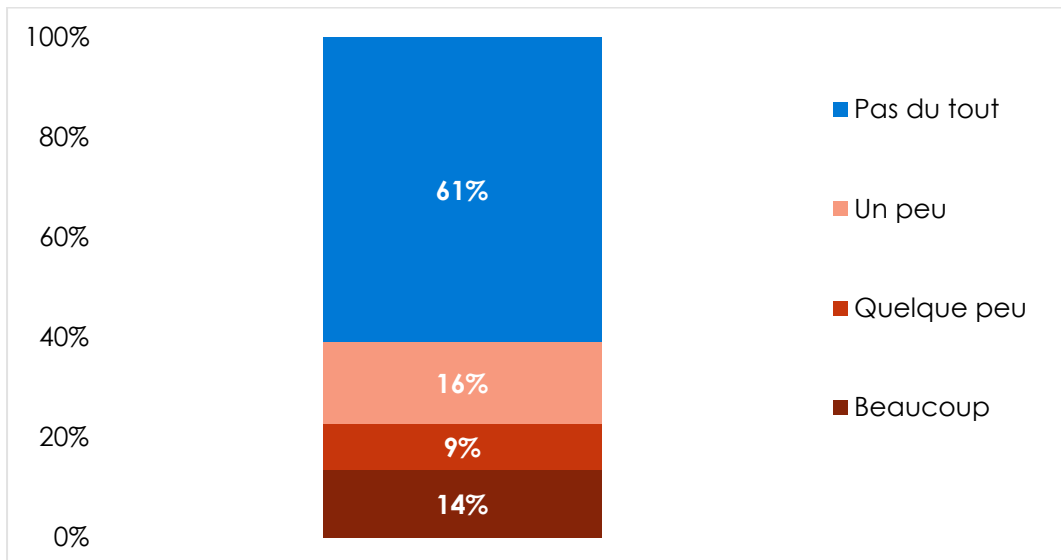


Questions posées aux répondants : Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre de : Exprimer votre opinion ? Adhérer à une organisation politique de votre choix ? Choisir sans pression la personne pour laquelle vous allez voter ?

Aux vues de leur expérience avec les violences électorales, il importe de savoir les ressentis des citoyens pendant les récentes élections, à l'approche des nouvelles échéances électorales. La majorité (61%) des répondants disent n'avoir « pas du tout » eu peur d'être victime d'intimidation politique ou de violence lors de la dernière campagne des élections

législatives de 2018 (Figure 14). Toutefois, 39% déclarent avoir au moins « un peu » ressenti la peur d'une intimidation ou de violence politique pendant cette période.

Figure 14 : Peur de violence électorale | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Au cours de la dernière campagne des élections législatives de 2018, à quel degré avez-vous eu peur d'être victime d'intimidation politique ou de violence ?

Conclusion

Même si le soutien populaire à la voie des urnes comme mode de sélection des dirigeants reste majoritaire, sa chute est inquiétante et est une menace pour la démocratie tant soutenue par les Gabonais. Le doute sur la crédibilité des élections, ajouté au manque de confiance à la commission électorale nationale et à la perception que les élections ne leur garantissent pas souvent de pouvoir révoquer les dirigeants qui ne combleront pas leurs attentes pourraient être les facteurs qui sont à la base de ce déclin du soutien aux élections par les Gabonais.

Au regard de tout ce qui précède, il paraît légitime de se demander comment vont se dérouler les élections à venir et surtout dans quelle mesure le Centre Gabonais des Elections (CGE) garantira-t-il un scrutin libre et transparent afin que le choix des Gabonais soit respecté.

Références

- Bratton, M., & Bhojedhur, S. (2019). Les Africains désirent des élections transparentes – surtout celles porteuses d’alternance. Document de Politique No. 58 d’Afrobarometer.
- Garro, I. (2012). Pourquoi voter ? *Lignes*, 2021/1(37), 56-59.
- Houknpè, M., & Fall, I. M. (2011). Les commissions électorales en Afrique de l'Ouest : Analyse comparée. Friedrich-Ebert-Stiftung.
- L’Union. (2018). CGE : Quid du mode de désignation du Président ? 15 février.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d’Afrobarometer.
- Panara, M. (2023). Gabon : A quelques mois des élections, un climat politique tendu. Le Point. 3 avril.
- Penar, P., Aiko, R., Bentley, T., & Han, K. (2016). La gestion des élections en Afrique : Qualité des processus, confiance publique sont des questions centrales. Document de Politique No. 35 d’Afrobarometer.
- Sedji, S., V. (2023). Gabon : La Cour constitutionnelle rejette le recours contre la modification de la loi électorale. Agence Ecofin. 29 juillet.
- Topona, E. (2023). Le processus électoral décrié au Gabon. DW. 18 juillet.
- Tresca, M. (2016). « Au Gabon, les violences post-électorales deviennent habituelles ». La Croix. 30 août.

Lionel Ossé est le manager adjoint des enquêtes Afrobarometer pour l'Afrique de l'Ouest anglophone et de l'Afrique du Nord. Email : lessima@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Union Européenne, du National Endowment for Democracy, de la Fondation Mastercard, de l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), de l'University of California San Diego, du Centre Mondial du Pluralisme, de la Banque Mondiale, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 679 d'Afrobarometer | 1 août 2023